

FORUM-CITOYEN

L'Europe est-elle assez proche de la Méditerranée ?

Marseille, Espace Mode, Jeudi 22 novembre 2007

Isabelle Coustet.- Mesdames et messieurs, bonsoir. Je vous remercie d'être présents aussi nombreux. C'est le premier forum citoyen que nous organisons à Marseille. Les forums citoyens sont des rencontres entre les parlementaires européens et les citoyens. Nous avons choisi d'organiser cette rencontre dans le cadre de la première édition de la semaine économique de la Méditerranée. Notre thème d'aujourd'hui sera par conséquent : "L'Europe est elle assez proche de la Méditerranée ? "

Nous avons invité Jean-Christophe Victor, auteur de l'émission "le dessous des cartes" sur Arte pour introduire notre débat par une présentation neutre, pédagogique sur les enjeux de la Méditerranée. Nous aurons ensuite l'occasion de débattre avec trois parlementaires européens du Sud-Est : Mme Dominique Vlasto (PPE), également adjointe au maire de Marseille, M Jean-Luc Bennahmias (MoDem), également conseiller régional et enfin M. Patrick Louis (MPF), rhône-alpin. M. Jean-Christophe Victor, je vous laisse la parole.

(Présentation de J-C. VICTOR¹)

Isabelle Coustet.- Je vous remercie Monsieur Victor Nous prenons quelques secondes pour remettre la salle en position de débat avec nos parlementaires européens. Je vais inviter Dominique Vlasto, Patrick Louis et Jean-Luc Bennahmias à nous rejoindre, également M. Victor puisque ce dernier va modérer les débats. Nous allons demander à nos parlementaires européens, de s'exprimer chacun 5 minutes soit sur le sujet de ce soir, soit sur une vision concrète de ce qu'ils font en tant qu'élus européens, parfois élus locaux dans le contexte de l'espace euro-méditerranéen.

(Les élus s'installent)

On va commencer par Dominique Vlasto, députée européenne UMP, du groupe Parti Populaire européen (P. P. E.). Je donnerai ensuite la parole à Jean-Luc Bennahmias puis Patrick Louis.

¹ la présentation fait l'objet d'un document séparé consultable sur le site www.forumcitoyen.eu

Forum Citoyen Marseille 2007 - L'Europe est-elle assez proche de la Méditerranée ? - 22 novembre 2007

Jean-Luc Bennahmias appartient au MoDem. Il fait parti du groupe des Verts au Parlement européen, et Patrick Louis est MPF, Mouvement pour la France. Il appartient au groupe Indépendance et Démocratie au Parlement européen.

Je dois excuser l'absence de Guy Bono qui est député socialiste au Parlement européen et qui n'a pas pu nous rejoindre ce soir. Le PSE est le deuxième groupe au Parlement européen, le groupe des socialistes. Je souhaite également signaler qu'il y a aussi un blog de conférence ce soir. Vous retrouverez les cartes de Jean-Christophe Victor sur ce blog. Certains peuvent poser des questions via ce blog. Si certaines questions sont intéressantes, j'interromprai peut-être débat pour vous en communiquer.

Je voulais également saluer la présence dans le public de témoins éminents puisque sont présents ici le Secrétaire général aux affaires régionales, le Consul général de Turquie, le représentant du Consul du Maroc, le Consul général d'Italie, ainsi que M. Bernard Lатарjet qui porte la candidature de Marseille au titre de capitale européenne de la culture en 2013.

Je laisse la parole à Dominique Vlasto.

Dominique VLASTO.- Je vais vous demander de m'excuser si je pars avant la fin. Nous sommes dans la Semaine économie de la Méditerranée, j'en ai profité pour réunir le groupe que je préside pour la ville de Marseille, Euromed, qui se trouve sur l'association des Cités et Gouvernements Locaux Unis - CGLU - , qui se réunit en ce moment.

Je suis là pour vous parler un peu de l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne dans laquelle je me trouve. Nous devons avoir un partenariat et une entente, j'allais dire presque parfaite entre l'Union européenne, les 27 pays, et les pays du Sud de la Méditerranée. L'Europe a été tirée vers l'Est, et un rééquilibrage soit s'opérer, et rapidement.

Cette Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne, c'est l'institution parlementaire du processus de Barcelone, qui a posé en 1995 les bases du partenariat Euromed. C'est pour structurer les échanges politiques, et elle a été mise en place, cette assemblée, en décembre 2003, et j'en ai fait partie en 2004, au moment où j'ai été réélue.

Elle est composée de députés européens, mais aussi de députés des Assemblées nationales. C'est quelque chose très important car cela montre, on parlait tout à l'heure de la proximité avec le citoyen. Comme nous sommes des représentants des citoyens, je trouve que cette assemblée à une place qui est une place qui doit être prépondérante dans les rapports qui s'opèrent entre les pays de la rive Sud de la Méditerranée et de l'Union européenne.

Cette assemblée qui est composée de 240 députés doit proposer des recommandations - elle n'est pas là pour voter des lois, pas du tout - des recommandations que les Etats européens et méditerranéens, ou l'Union européenne doivent mettre en place. Comme dans toutes ces assemblées parlementaires, le travail s'effectue dans des commissions.

On se réunit une à deux fois par an en assemblée, mais le travail comme dans toute assemblée effective et dans des commissions, nous avons trois commissions, il y a la commission politique de sécurité et des droits de l'homme, la commission économique et financière, des affaires sociales et de l'éducation au sein de laquelle je me trouve, et la commission de la promotion et de la qualité de vie des échanges humains et de la culture.

Un exemple d'un dossier qui peut être traité, et qui l'est dans la commission dans laquelle je me trouve, économie et financière, c'est notamment la création d'une banque, vous en avez parlé tout à l'heure, Euromed investissements, qui doit être capable de prêter à taux préférentiels des capitaux pour soutenir les investissements dans les pays méditerranéens.

En même temps, vous avez parlé d'Erasmus, d'un Erasmus euro-méditerranéen, c'est un programme d'échange d'étudiants qui se met en place pour des jeunes de l'Union européenne, avec des jeunes des pays du sud de la Méditerranée. Ces deux exemples pour montrer que c'est un travail très concret, qui se fait, qui s'opère dans cette assemblée euro-méditerranéenne.

Je crois que ce travail qui se fait dans ce rassemblement des élus, des assemblées des différents pays, et de l'Union européenne, ce dialogue qu'il y a entre les partenaires de ces différents pays, permet d'accéder par un dialogue à une meilleure connaissance les uns des autres. C'est important, car si on veut arriver à s'entendre, à voir régner la paix et avoir une certaine sérénité, il faut le dire, c'est important pour l'économie de nos pays. Un pays qui n'est pas serein, un pays en guerre, est un pays dont l'économie ne fonctionne pas bien.

Toutes les fois, je dois avouer que les dossiers n'aboutissent pas aussi rapidement peut-être, et aussi bien que qu'on le souhaiterait, mais quand même, il y a une avancée importante. Si cela n'avance pas aussi vite, peut-être et aussi bien, c'est qu'il y a des conflits entre certains pays, qui sont des pays du Sud de la Méditerranée et non pas avec les pays de l'Union européenne, cela ralentit, effectivement, le travail que nous pouvons faire, mais c'est quand même une avancée, importante, entre la coopération qu'il doit y avoir entre ces différents pays.

C'est dans ce cadre d'ailleurs que chaque pays voit se développer des échanges et des projets qui les intéresse, et qui les intéresse plus particulièrement que pour d'autres pays, donc l'avancée est plus lente, mais elle est réelle, et je crois qu'il faut s'en réjouir. Aujourd'hui, la proposition du projet de l'Union méditerranéenne, qui va

s'opérer dans l'Union européenne avec les pays du sud de la Méditerranée est une attente aujourd'hui importante. J'espère que nous allons la réussir tous ensemble pour la paix et la tranquillité de nos pays, et pouvoir mieux se connaître et mieux travailler ensemble. Voilà. (Applaudissements)

Jean-Luc BENNAHMIA.- Sujet extrêmement compliqué, et qui demande un regard géopolitique et historique très important. Je veux bien entendre parler Mme Vlasto des démocraties de ce parlement euro-méditerranéen mais avec quel parlement négocie-t-on et travaille-t-on ? Avec quelle démocratie travaille-t-on, avec quel pays ?

Je veux bien que le Maroc soit un pays en voie de démocratisation. C'est une réalité totale, d'ailleurs dans les processus dont on parle, c'est avec le Maroc qu'il y a eu plus de liaisons Union européenne-Maroc. Quand on parle de la Tunisie, on parle de démocratie ? Avec la Libye on parle de démocratie ? Soyons sérieux. Il y a des difficultés très importantes. C'est pourquoi l'idée de l'Union méditerranéenne est excellente mais qui doit avoir l'idée : l'Union européenne ou les pays de la rive Sud de la Méditerranée ? Cela arrivera que si les pays de la rive Sud de la Méditerranée le décident eux-mêmes. Nous en sommes là. L'Union méditerranéenne est indispensable. Les relations entre l'union et la rive Sud de la Méditerranée sont indispensables. Je ne suis pas de ceux qui pensent que l'Union européenne est allée vers l'est par décision, non. Vers l'Est, après la chute du mur de Berlin, certaines démocraties sont nées, se sont créées rapidement, démocraties proches de celle que nous connaissons nous, et de ce fait les relations économiques, culturelles, financières et citoyennes ont pu exister plus rapidement.

Il y a une gigantesque difficulté de schéma démocratique. Je suis désolé, je suis de ceux qui pensent que le processus de Barcelone était très important, très intéressant. Regardez le bilan 12 ans après, nos ministres qui se sont réunis de l'Union européenne ne se sont mis d'accord entre eux que sur une seule chose : la sécurité et l'émigration. Pas sur les autres processus. Je ne parle pas des processus latents entre un pays et un autre. On est dans le bilatéral, tout ça continue, bien sûr, même avec l'Algérie, avec la Libye, et même la Tunisie ou l'Égypte, etc. En multilatéral, il n'y en a pas. Pourquoi ?

Il faut revenir à l'Union européenne d'aujourd'hui, aux instances et aux institutions politiques de l'union. Vous en connaissez une faisant affaires étrangères et diplomatie globale dans le cadre de l'Union européenne. Peut-être y arrivera on avec le traité dit "simplifié" mais en fait très compliqué. On y arrivera peut-être, mais nous n'avons pas cela en main. De ce fait, qui mène les politiques au niveau des affaires étrangères, diplomatie ? Nos différents Etats-nation. Est-ce que nos différents Etats-nation, dans le cadre des 27 pays, sont d'accord entre eux par rapport à ces points ? Chacun sait que non. Nous n'avons pas de politique commune par rapport à cela. Je suis de ceux qui pensent comme le pire n'est jamais sûr qu'il faut aller le plus vite possible sur l'idée d'une Union méditerranéenne, non pas avec les 27 d'accord, mais

avec certains pays membres de l'Union européenne qui décident d'avoir des relations privilégiées dans ce cadre et dans le cadre de la rive Sud.

Jean-Christophe VICTOR.- Les 27 ne sont pas tous impliqués car 8 sont riverains.

Jean-Luc BENNAHMIA.- D'accord, mais le Président de la République française, immédiatement après, son idée de l'Union méditerranéenne est celle que je dis là. Attention, des schémas politiques existent déjà au niveau de l'Union européenne. On peut en créer d'autres mais il en existe déjà. L'idée en soi, l'idée fondamentale de demander une union sur la rive Sud est une idée généreuse et indispensable. Elle est extrêmement lente et longue à mettre en place.

Si on attend cela, et vous avez montré différentes cartes, surtout la dernière... Vous ne serez pas étonné que pour l'écologiste que je suis les cartes qui expliquent avec le réchauffement climatique, donc au-delà des migrations économiques, nous allons avoir affaire dans les années à venir à de l'émigration environnementale, pas forcément sur nos rives. Cela peut être sur d'autres rives. Ne vous en faites pas. Toute l'émigration mondiale n'a pas qu'une idée en tête : venir en France, ou à Marseille !

Nous aurons à gérer rapidement ces phénomènes de flux migratoires dus à ces schémas environnementaux. S'il y avait des réponses simples, je vous les donnerais. Il n'y en pas. Il y en a une. C'est permettre avec certains autres pays, plus riches que d'autres, donc membres de l'Union européenne et avec les moyens financiers dont nous disposons.

L'Union européenne aurait un budget en augmentation cela irait mieux. Les différents pays dont l'Espagne, la France, l'Italie, l'Allemagne, pays riches, auraient décidé de mettre plus de 1 % dans le budget européen, on aurait plus de perspectives à proposer dans le cadre d'une banque d'investissement euro-méditerranéenne, pourquoi pas ? Pour l'instant, on est resté sur notre petit cadre structuré, avec un budget à 27 pays qui n'a pas augmenté.

Autre situation dommageable, c'est l'absence de politique commune de l'Union par rapport aux affaires étrangères. Pour être crédibles, pour que nos Etats européens, pour que notre Commission européenne soit crédible au niveau des pays de la rive Sud de la Méditerranée, il faut au moins arriver avec une politique commune, des positions communes. Ce n'est pas le cas aujourd'hui. Le parlement par rapport à cela joue son rôle. Nous sommes dans ce cadre de différents parlements, euro Méditerranée, aussi avec les ...

Cela se passe en ce moment d'ailleurs. C'est pourquoi Mme Carlotti n'est pas là ce soir, du moins je pense que c'est à cause de cela. On a tout cela en main. Il faut aller plus vite. Dans ce cadre, il faut d'une part écouter les attentes réelles des démocraties naissantes au niveau de la rive Sud de la Méditerranée, c'est

Forum Citoyen Marseille 2007 - L'Europe est-elle assez proche de la Méditerranée ? - 22 novembre 2007

indispensable. On ne fait pas le bonheur des gens contre leurs avis. D'autre part, être en capacité à quelque pays membre de l'Union d'animer les processus plus rapidement. Et voir aussi, comment...C'est une des réponses aux flux migratoires dont je parlais. C'est même la seule que je connaisse : l'aide au développement durable de ces pays qui permettra de ces flux migratoires, on puisse enfin arriver à avoir une perception de gestion démocratique. Sinon ce seront des gestions autoritaires comme on les connaît aujourd'hui.

Jean-Christophe VICTOR.- Un des éléments, je ne suis pas sûr d'avoir bien saisi.

Jean-Luc BENNAHMIA.- Possible. Rires.

Jean-Christophe VICTOR.- Les réformes démocratiques, vous estimez que cela doit venir de l'Algérie elle-même, de la Tunisie elle-même ou estimez vous que l'on pourrait trouver des mécanismes qui pourraient aider ?

Jean-Luc BENNAHMIA.- Vous en avez parlé dans votre exposé préliminaire. En libéralisant l'économie, nous irions vers des démocraties. J'aimerais que cela soit ainsi. L'exemple chinois ne le prouve pas. Ce n'est pas un petit exemple, c'est un gros exemple. Sommes-nous véritablement vertueux dans le nôtre... Au niveau de l'Union européenne, nous sommes vertueux en tant que démocrates mais dans nos relations internationales, le sommes-nous ? Si nous l'étions, nous pourrions influencer. La démocratie est un phénomène à développer mondialement. Chaque continent, chaque pays doit avancer sur ces modes démocratiques en inventant peut-être eux-mêmes la forme démocratique. Nous ne sommes pas forcément les seuls.

Dans le cadre de l'Union européenne, regardez les différents modes de démocratie dans lesquelles nous vivons dans les 27 pays. Ce ne sont pas les mêmes. On peut certainement aider dans ce cas. On peut aider s'il y a de l'ingérence cadrée. Vous voyez ce que je veux dire ?

Jean-Christophe VICTOR.- Non pas du tout.

Jean-Luc BENNAHMIA.- Je pense à ce qui vient d'arriver à une ONG qui a cru bien faire, qui nous met dans une situation très difficile par rapport à la liaison entre la France et le Tchad. Sérieusement, et je le dis ici, car cela touche notamment un médecin qui est reconnu à Castellane, pour qui il y a une défense active à avoir par rapport à tout cela. L'objet était sans doute très généreux, la façon de faire est allée à l'encontre de toute possibilité réelle. On a des politiques à mener par rapport à tous ces Etats.

Je termine avant de laisser la parole à Patrick, il n'y a pas de raison...

Clairement, on ne donne pas l'impression, cela entre aussi dans vos cartes, d'être une Union européenne en hégémonie économique et financière par rapport à ce qui

se passe au Sud. Le psychologique et le rationnel dans cette jouent un rôle très important.

Jean-Christophe VICTOR.- Monsieur Louis, vous êtes professeur d'économie, quelle est votre approche du lien mécanique ou non entre une économie libérale et les effets que l'on peut avoir sur la démocratisation des régimes ?

Patrick LOUIS.- Je voulais dire mon petit mot avant, mais la question est importante. La vraie économie libérale doit avoir lieu dans un cadre où il y a un état fort. La différence que j'ai avec mes collègues, pour qui j'ai beaucoup d'estime, je crois que l'Etat-nation n'est pas mort. En effet, on a besoin de multi-latéralisme entre un droit international. On a besoin de réformer l'ONU, mais ce n'est pas au niveau de l'Union européenne ou des autres unions que l'on réglera les choses.

Jean-Christophe VICTOR.- Je n'ai pas dit qu'il était mort.

Patrick LOUIS.- Vous avez dit qu'il était en crise. Economie libérale, oui, parce que c'est ce qu'il y a de meilleur. Cela suppose des règles communes. Je ne suis un apôtre de l'ultra libéralisme qui a tendance quelque part à permettre à des puissances d'argent de dominer des puissances d'état. Il est grave que dans les 200 plus puissants du monde, on ait 80 pays et 120 entreprises. Les pays, c'est là où on trouve un sens à sa vie, là où on se développe, là où on a besoin de moyens de vie. Quelque part, l'économie a besoin de sa liberté, surtout d'un cadre politique fort. Le cadre naturel de la démocratie reste la nation, qui est un sentiment d'appartenance. La nation a besoin d'un élément rationnel, qui s'appelle l'Etat.

Qu'on le veuille ou pas, les Etats, à mon avis, permettent dans les relations internationales de vraies relations où un pays, qu'il soit petit ou grand, est considéré à l'égal par rapport à l'autre. Dans cette structure, on peut en effet régler les problèmes sur ceux de planète et non pas qu'européens. L'économie apporte la postérité mais cela passe par des valeurs. Toute culture ne produit pas la même économie, et toute économie modifie les valeurs. Il faut laisser à chaque peuple avoir son économie et sa manière de faire car, dans un monde qui croit à l'échange, ce qui justifie l'échange, c'est qu'on est différent. Il faut donc avoir dans un même mouvement autant d'enracinement dans ses traditions que d'ouverture internationale. Si, demain, on est tous pareils, que va-t-on échanger ?

Jean-Christophe VICTOR.- L'économie tunisienne se porte bien, le taux de croissance est à 5,4 % et la Tunisie est un état fort.

Patrick LOUIS.- Je ne partage pas l'avis de mon ami, Jean-Luc Bennahmias sur le sujet. Je suis fils d'Aristote sur le plan intellectuel. "Les formes de politique dépendant des circonstances, des dieux et des climats" comme dirait Montesquieu.

Il faut croire aux droits de la personne. Quelque part, la forme politique, selon les circonstances et les dieux un peu différents. Parfois, un régime peut être ni

dictatorial, ni totalitaire mais autoritaire, et je ne permettrais pas, moi, en tant que Français, d'émettre un jugement sur un autre Etat. Là-dessus, poser la norme européenne ou la norme française comme norme internationale est à mon avis le nouvel impérialisme des bien-pensants. Je serai très prudent. Il vaut mieux faire des échanges économiques que des échanges militaires. Dans les échanges on se croise, on se connaît. De ce fait, il y a quelque part quelque chose qui tend vers une communauté commune, qui est la communauté qui se fonde sur notre humanité commune.

Pour répondre à la question du départ. Je me rappelle surtout, notre première patrie, qui était Jérusalem, Rome et Athènes, et le cœur de notre culture vient de cette Méditerranée. Ce n'était pas une frontière. Au début, ce lac de la paix, c'était le forum, le lieu d'échange. Ce qui s'opère de plus en plus, c'est que la Méditerranée est devenue parfois une frontière, alors que cela devrait être un carrefour. C'est grave. Cela répond immédiatement à la question. On a besoin de cette union pour des raisons d'ordre géopolitique, économique et politique.

Sous l'ordre géopolitique, la Méditerranée est devenue la fracture nord sud. C'est l'axe qui oppose le nord et le sud, les riches au moins riches, les femmes fertiles et les femmes stériles, les terres stériles. Le monde est en marche et cela passe par ici. Je ne crois pas au choc des civilisations mais on est en train de créer les conditions de la réalisation ce choc. Il faut agir sur le conflit, de la double injustice du conflit israélo-palestinien. Il est évident que les Palestiniens est un peuple qui mérite d'avoir ses terres mais il est évident aussi que le peuple juif mérite d'avoir son Etat. Il est injuste de priver les Palestiniens d'une terre, mais il est aussi injuste de faire d'Israël la cause et le bouc émissaire de toutes les incuries de chefs d'Etat voisins.

Nous avons besoin de sécurité pour les transports. Il faut que Suez, les colonnes d'Hercule, tout cela fonctionne bien pour qu'entre autres, une ville comme Marseille respire.

Sur le plan économique, c'est important. En 1977, on avait fait le plan bleu. Le plan bleu a montré qu'il y avait une intelligence commune sur la question de la pollution. Au niveau de la Méditerranée, cette capacité d'entente existe. Il faut bien sûr solvabiliser ce marché. Dans ces pays, ils ont des besoins mais pas forcément de demandes. On a besoin de ces banques, que la banque européenne s'installe ici, on a besoin de les aider à stabiliser leur monnaie, on a besoin de faire que les capitaux arabes entre autres viennent s'investir dans les pays arabes.

On a besoin d'échanges, de libre-échange, mais sur le libre-échange, moi, qui ose me définir comme libéral et national, j'y fais attention. La manière dont l'OMC se comporte aujourd'hui est lamentable. Historiquement, la France sur les textiles, on l'envoyait dans les pays du Moyen-Orient. Ils valorisaient le textile et nous le renvoyaient. Cela marchait. Quand on a supprimé les quotas du textile au nom d'une

certaine idéologie, toute la filière textile en France est en partie morte. Toute celle du Moyen-Orient et du Maghreb est morte et la Chine a ramassé tout le morceau ; pareil pour la Mauritanie et Madagascar. Les pays les plus pauvres sont morts de l'absence de quotas. Les marchés oui, mais la puissance de la raison politique aussi.

Sur le plan politique, il est important d'avoir un dialogue inter religieux. J'ai beaucoup aimé vos transparents. N'oublions pas que 6 millions de gens de tradition musulmane sur nos terres. N'oublions pas, moi qui suis de naissance chrétienne, mes origines sont au Moyen-Orient. Tout est mêlé. Le débat inter-religieux est plus que nécessaire non pas pour vendre sa soupe à l'autre ou être l'autre mais pour avoir une vraie altérité, c'est que je sois moi et que tu sois toi. Quelque part chacun chez soi. J'aime bien aller souper chez eux, par exemple, comme Jeanne d'Arc...

Deuxième phénomène, dialogue interculturel important à produire, et l'idée d'un Erasmus du monde arabe est très important. Quelque part dans la grande tradition des pays de tradition musulmane, c'est la grande question. Ce n'est pas le cas de tous les pays. Réintroduire la puissance de la logique raisonnante, de la raison critique est le meilleur chemin sur lequel il faut travailler. Cela passe par les universités, l'enseignement pour avoir, sur le plan de la logique formelle, un point d'entente.

Tout ceci amènera à la stabilité politique. Je ne suis pas tout à fait d'accord avec vous sur l'Histoire. Je vous suis bien. Réécrire les livres d'Histoire mais le risque est de réécrire l'Histoire. Je suis navré mais certains ont déclaré la guerre et que l'on ne vienne pas me dire que ce n'est pas eux qui l'ont déclarée. (Protestations dans la salle)

Ce n'est pas ce que vous vouliez dire, je sais que votre propos était nuancé. Il y a une volonté de réécrire l'Histoire pour faire croire que l'on est dans un monde pacifique. Il faut accepter de vivre avec nos tares, nos erreurs. Nos lectures ne sont pas les mêmes.

Pourquoi la situation est bloquée ? Car il y a de nouveaux entrants dans le jeu. Les Américains sont revenus dans la Méditerranée. Ils sont très présents ans en Egypte, au Maroc, en Turquie, etc. Leur jeu est très actif. Les Chinois commencent à arriver. Nous, l'Europe, je ne parle pas de l'Union européenne, nous sommes quelque part en retard. Nous sommes en retard en termes de présence.

Deuxièmement, l'Europe ne sait plus très bien, elle court après tous les objectifs, et elle ne sait donc plus lequel réaliser en priorité. Elle s'est élargie très vite, automatiquement avec les budgets constants, automatiquement l'argent va aux nouveaux entrants et plus ailleurs. Les fonds qui devaient aller du côté de son Histoire sont partis à l'est. La technique, les moyens de transport ne coûtant pas cher, une fois que vous êtes dans l'avion, que vous alliez à l'autre bout de la Russie ou au Liban, l'écart de coût, si c'est un conteneur, cela ne change pas grand-chose.

Comme la géographie n'existe plus, la distance non plus, on ne s'occupe plus de celui qui est proche mais plus de celui qui est loin. Dans notre Europe des 27, comme cela a été très bien dit, il y a les gens du vin et de l'olivier, et les mangeurs de choux et buveurs de bière, et ces derniers sont majoritaires. Les pays du Nord ont tendance à déporter le centre de l'Europe sur la Baltique. Leur préoccupation, ce n'est pas historiquement la Méditerranée. Comme on a fait des plans pour financer l'adhésion des pays périphériques, la périphérie est naturellement du côté de l'est.

A mon sens, la solution est unique : arrêter de vouloir prendre toutes les décisions à 27. Faire une Europe de la coopération volontaire des Etats-nation souverains et laisser les 8 pays au Sud de l'Europe s'entendre sur des points précis avec les autres pays du Sud de la Méditerranée, en coordination avec l'Union européenne. Je suis pour une Europe à géométrie variable et non pas une Europe pour laquelle tout le monde marche au même rythme car à vouloir trop, du coup, on n'a rien du tout. (Applaudissements)

Intervention dans le public.- Je dirige à Bruxelles une structure qui s'appelle Euromed, qui travaille avec la Commission européenne sur pas seulement l'espace euro-méditerranéen. J'ai travaillé pendant beaucoup d'années en Pologne et en Roumanie sur les questions d'élargissement pour préparer les gouvernements à harmoniser leur législation. Des collègues travaillent actuellement au Maroc, à la mise en oeuvre de la démocratisation. En Algérie, sur le programme de la Commission européenne de lutte antifraude, et surtout en Turquie et à Chypre pour le rapprochement du nord de l'île à l'Europe, et en Turquie pour la préparation à l'adhésion.

Je peux vous assurer qu'en Europe de l'Est, nous savons exactement ce que nous faisons comme travail, et nous savons aujourd'hui encore ce que nous faisons dans les pays que je viens de citer. En revanche, ni moi ni aucun de mes collègues nous n'avons rien compris de l'idée du gouvernement français concernant cette Union méditerranéenne. Allons-nous créer un espace de libre-échange ? C'était déjà prévu dans le processus de Barcelone. Allons-nous élargir les frontières de l'Europe pour faire adhérer des pays aujourd'hui gouvernés par des dictatures comme la Libye avec laquelle la France a signé un accord d'alliance stratégique, je ne comprends donc pas bien.

Pouvez-vous nous éclairer, Madame Vlasto, sur ce que le gouvernement du parti dont vous faites partie, veut faire ? On commence à se poser des questions par rapport à une politique qui nous inquiète. Nous avons beaucoup d'argent de fonds de l'Union européenne dépensés par exemple sur la Turquie. Actuellement, en 2006/2007, il s'agit de presque 750 000 € pour préparer ce pays à l'adhésion. C'est un grand chantier. J'ai moi-même des origines chypriotes. Beaucoup d'efforts sont fait au niveau du règlement du conflit chypriote. Je peux vous assurer que la politique actuelle de la France ne nous aide pas. Nous savons tous que la situation est

complexe. Par rapport à la Turquie on ne sait pas dans quelle direction va le gouvernement.

Dernier mot, je ne suis pas du tout d'accord, même si je comprends l'idée de la géométrie variable. Une Europe qui doit avancer sur les questions méditerranéennes, en ne prenant en compte que les intérêts des 8 pays riverains, j'en suis désolé. Je pense que l'Allemagne avec une population turque ou les Pays-Bas avec une population marocaine sont aussi intéressés, ont le droit d'agir de manière positive. Ils le font plus que la France actuellement sur les questions de la Méditerranée. Merci. (Applaudissements)

Dominique VLASTO.- Le processus de Barcelone est ce qu'il est. Aujourd'hui, on ne peut pas dire que c'est une grande réussite mais ce n'est pas un échec. Le projet euro-méditerranéen n'est pas un nouveau projet. C'est un projet qui va permettre d'aller plus loin avec les pays du Sud de la Méditerranée. C'est tout. Ce n'est pas quelque chose de plus que le Président de la République a voulu mettre en place. C'est tout simplement essayer non pas de faire avancer le processus de Barcelone, mais d'améliorer ce qui se passe avec le processus de Barcelone, c'est tout. Ce n'est pas quelque chose en plus, ni de complémentaire. Vous parlez des fonds que l'on a donnés au pays de l'Est, c'est vrai et on savait ce que l'on faisait avec ces pays pour leur permettre d'entrer dans l'Union européenne. Eux savaient très bien ce qu'ils recherchaient dans l'Union.

Les pays du Sud de la Méditerranée aujourd'hui, on fait la même chose avec ces pays. C'est pour les aider à avoir une plus grande démocratie, à entrer davantage dans les critères de l'Union européenne pour y entrer ou être partenaires de cette union. A un moment ou un autre, il faudra que l'Union européenne devienne plus politique qu'économique.

Patrick LOUIS.- Sur deux points, je ne suis pas du parti de Sarkozy, mais s'il a pris cette initiative, c'est qu'il constate que ce qui se passe avec Bruxelles ne marche pas. Vous demandez si c'est un doublon. Je ne dis pas que les choses sont blanches ou noires. Il y a de bonne chose qui se font. Ce qui ne marche pas avec l'Union européenne, ce n'est pas le fait des acteurs mais plutôt car les fonds quelque part, globalement les arbitrages se font à mon sens de plus en plus ailleurs plutôt que dans ces voies. Ce n'est pas suffisamment stable et le retour sur investissement est peu probable. C'est une catastrophe. C'est le point à consolider dans le grand projet de (?). Le système ne marche pas. Le président Sarkozy veut fabriquer quelque chose pour régler les problèmes que l'on a en commun. Je pense que c'est la bonne idée.

Les Turcs avec les Allemands, quand je vous dis géométrie variable, c'est vraiment variable. Je préfère avoir 3 pays qui veulent faire quelque chose, qui commencent à créer une petite réalité modeste, et si quelqu'un veut s'y joindre, il le fait mais non

pas dans un système monolithique coagulant où tout le monde doit marcher au pas, où on est soit dans une logique de la majorité, ce que l'on est en train de nous dire soit dans une logique de l'unanimité où un seul peut tout bloquer. Je préfère que les gens intéressés sur leur point de vue se réunissent et le fassent.

Bon sang, dans un monde qui quitte Taylor, de la flexibilité, de la réactivité, de l'autonomie, et arrêtons de faire marcher les armées comme Frédéric ? veut le faire. Ca ne marche pas.

Intervention dans le public.- Je suis chercheur en relations internationales et je voudrais réagir à une des choses portant sur la démocratie. Il se trouve que, dans le cadre de mon travail, je viens d'aller au Maroc et en Algérie. J'ai donc pu entendre les réactions préliminaires. Pour l'instant, on a une intention générale sans beaucoup de contenu encore. Ce dernier n'a pas été exprimé de manière très précise par Nicolas Sarkozy. La première question, vous parlez de l'intention de régler des problèmes communs, quels sont ils ?

Les problèmes tels qu'on les voit ici et tels qu'on les voit là-bas ne sont pas forcément les mêmes. Dans les réactions que j'ai pu entendre, cette Union européenne est une invention pour externaliser le problème migratoire. Il faut que le refoulement se fasse à l'extérieur et non pas à l'intérieur de l'Union européenne. Autre réaction : finalement, cette Union servira de prétexte pour laisser la Turquie dans une chambre d'attente. Je n'ai pas d'opinion particulière sur la question, mais je vous la pose.

Je voudrais avoir une réaction sur la notion de démocratie. On a un peu caricaturé les choses dans notre conversation. On a voulu la démocratie en Iran et on voit le résultat. On a voulu la démocratie dans les Territoires palestiniens, résultat : les élections démocratiques n'ont pas été validées par la communauté internationale. On sait bien aujourd'hui que, s'il y a des élections démocratiques dans tous les pays du pourtour méditerranéen au Sud, on verrait certainement les partis islamistes émerger dans tous les pays. Sur la notion de démocratie, il faut être très vigilant car pousser la démocratie et après avoir un discours qui ne respecte pas le résultat d'élections démocratiques, c'est ambigu. En tout cas, c'est vécu de manière très ambiguë dans beaucoup de ces pays.

Jean-Luc BENNAHMIA.- Je suis d'accord avec vous sur la démocratie. Comment faire autrement ? Je suis en désaccord avec Patrick Louis sur la Tunisie. La Tunisie n'est pas un régime autoritaire. C'est une dictature. Il y a pire dictature que ce pays dans le monde. D'accord. La liberté démocratique n'existe pas, la liberté de la presse non plus, la liberté politique, la liberté associative, la liberté syndicale n'existent pas. Cela s'appelle comment ? Bien sûr, il y a pire et, malheureusement, il y a encore pire !

Le schéma algérien vécu avec le FIS, il y a bientôt plus de 10 ans, un peu plus même, était un schéma incroyable. Vous avez raison, sur les territoires palestiniens de Gaza, voilà où on en est. Ces schémas démocratiques institutionnels se préparent et pas du jour au lendemain. Soyons sérieux, dans le cadre même de l'Union européenne, dans les 27 pays, regardez les résultats. En Slovaquie, heureusement, en Pologne, cela s'est remis. Ce n'était pas brillant sur le plan démocratique. L'ouverture à l'Ukraine, à la Géorgie, comment fera on ? Cela va nous arriver. On voit bien que la façon démocratique ancienne sur laquelle nous sommes,, l'ensemble des pays européens historiques, de l'Union européenne historique, a mis beaucoup de temps. Libération fait un numéro sur la crise en Belgique, si vous arrivez à répondre à la situation belge aujourd'hui, chapeau ! Je n'y arrive pas. Par rapport à ce qui se passe en Flandres, il y a des schémas qui ne sont pas très démocratiques. Je n'ai pas de réponse, et pourtant, il n'y a pas d'autre solution.

Sur l'autre question, je n'en sais rien. Je ne suis même pas sûr que le Président de la République lui-même le sache, et même j'en doute. Je vois cela comme une idée généreuse : si on veut arriver à un mode de gestion paritaire entre l'Union européenne et le Sud, mettez vous en Union européenne. C'est tout.

Quant à la Turquie, autre espace, et je ne crois pas ou ce se serait vraiment très tiré par les cheveux de la part de Nicolas Sarkozy, la gestion de l'entrée de la Turquie divise les Etats-nation. Je suis de ceux qui pensent que l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne ne peut pas se faire dans une reconnaissance historique du génocide arménien et des droits du peuple kurde et je pense au territoire. Quand j'ai dit ça, je n'ai pas pour autant arrêté le processus lent, je n'ai pas arrêté pour autant le processus sur les financements importants de l'Union européenne. Sur la Turquie, cela avance, mais nos lenteurs poussent à des phénomènes souverainistes, nationalistes fondamentaux qui vont repousser l'entrée de la Turquie. Je suis assez... Je ne suis pas toujours contre, et je le dis.

L'Etat-nation, c'est un phénomène très..., c'est quelque chose que l'on ne doit pas lâcher du jour au lendemain. Je suis un fédéraliste. Le fondamental des cultures nationales, des identités est très important. Je parle de cela, à chaque fois, par rapport à la crise de l'Etat yougoslave. Quand vous disiez tout à l'heure qu'il n'y avait pas eu de guerre, j'ai fait une grimace. Il y a eu des guerres à nos portes, sur laquelle, faute là aussi d'une vraie gestion des affaires étrangères et de diplomatie européenne, l'Union européenne n'a joué strictement aucun rôle de résolution des conflits. On s'est retrouvé, au bout du bout, à vouloir gérer quelques trucs. Au Kosovo, Bernard Kouchner en sait quelque chose.

Je n'ai pas réponse à tout. On sait fondamentalement, et Marseille en sait quelque chose, qu'au niveau économique culturel, social, citoyen, humaniste, on a besoin de cette Union. On le sait. C'est indispensable.

Jean-Christophe VICTOR.- Sur l'avancée des régimes démocratiques, qui est une des choses auxquelles je suis attaché à l'Union européenne. Le travail tout à fait concret réalisé avec des budgets importants, le travail que vous décrivez qui s'est fait en Roumanie, en Bulgarie, que vous faites en Turquie pour tenter de faire avancer la question chypriote, me semble être une façon de faire progresser lentement mais simplement. Ce travail n'est pas fait en Tunisie, très bon exemple. Je suis un peu moins pessimiste que vous. Je trouve que ce travail est précieux.

Patrick LOUIS.- Il y a tellement de sujets dans tout ce que l'on dit. Je méfie également des peuples qui permettent de donner des leçons de choses aux autres peuples au nom de leur bon droit, etc. J'aime la nation française et j'aime un Turc qui aime la Turquie. J'aime un Américain qui aime l'Amérique, etc. Je ne me sens pas trop le droit de faire ingérence dans son mode d'organisation en lui disant voilà comment il faut que tu fasses. J'ai mon avis en tant que français, de patriote français. J'aime la nation, la démographie française et les produits de la République française. Je ne peux pas dissocier la démocratie de la nation.

Sur la question d'Euromed, en politique, quand on est coincé, on fait un comité, "soviet" en russe, un comité ou un comité des sages ou un comité d'éthique. Ils vont approfondir la question pour trouver une solution que l'on amènera le jour où on créera un autre comité. Quelque part, ils se sont pris les pieds dans le tapis sur un certain nombre de sujet. On fait donc des réunions, et cela occupe. On essaie de boucher le trou entre les élites et les peuples.

Sur la question de l'émigration, le débat est de dire que l'Union européenne a besoin de plus d'émigration. Je suis d'accord avec toi sur un point précis. La vraie solution, c'est le développement. La paix, c'est le développement et le développement est véritablement d'orienter nos vues d'investissements vers les sources, sans être trop directifs. inaudible

Sur la question de la Turquie, cela pose la question de l'empire, de la montée impériale de l'Union européenne. Monsieur Barroso a dit que l'Union européenne était un empire non violent. C'est la logique. On sait que les empires s'opposent tôt ou tard aux nations. L'Europe doit elle prendre une forme impériale ou non ? La deuxième guerre mondiale n'est pas la guerre des nations mais la guerre des empires. Un empire, c'est comme une nation, et profite tôt ou tard de l'assemblage de peuples pour mettre discrètement sa domination dessus. L'Europe n'est pas là mais la tentation de l'empire peut se profiler dans l'Union européenne. A un moment donné, et j'ai un grand respect pour le peuple turc, même pour les nationalistes. Il faut savoir dire que ce n'est plus l'Europe. C'est tout. Cela ne veut pas dire qu'on ne va pas commercer. Le Canada et les Etats-Unis commercent entre eux. Ils n'ont pas besoin d'une super structure étatique pour commercer. Il faudrait d'ailleurs élargir cela à la Russie et à tous les pays bordant la Méditerranée. Il ne faut pas faire un statut trop privilégié. Aller trop près de la Turquie, indépendamment du problème des

Forum Citoyen Marseille 2007 - L'Europe est-elle assez proche de la Méditerranée ? - 22 novembre 2007

Arméniens, et je suis d'accord avec toi, qui est un problème de culture, aller trop loin, c'est se mettre le monde arabe à dos et le monde russe.

J'en termine sur la question de la nation. Dans les pays de tradition tribale, la démocratie ne peut pas marcher, car le sentiment de l'appartenance au groupe prime sur tout. Dans une démocratie, il faut que l'amour de la règle du jeu soit plus fort que l'amour de ses intérêts propres. Si on va aux élections et que quelqu'un fait 50 % des voix plus une, voilà les clés. Si vous êtes dans une structure clanique ou tribale, le gars prend le pouvoir pour défendre son clan car ce dernier absorbe l'individu. D'une certaine manière, et j'ai le grand respect pour les gens qui ont la foi, et la foi musulmane, dans la tradition de l'Ouma, la tradition domine tout le reste.

La question de la mise en place de la démocratie dans ces pays va faire que la communauté religieuse musulmane sera la communauté qui s'investira en disant "je suis l'Etat". Elle utilisera l'état pour rationaliser et imposer à tout le monde la logique d'une communauté. Comment défendre par exemple la diversité des minorités au Moyen-Orient ? Comment faire vivre ces minorités dans ces pays ? Je préférerais un régime relativement autoritaire dans certains pays... Monsieur n'est pas d'accord...

Intervention dans le public.- Inaudible.

Patrick LOUIS.- J'ai dit que dans certains pays il n'y avait pas de nation.

Même Intervention dans le public.- Inaudible

Patrick LOUIS.- Non, je n'ai pas dit ça. Je dis que des pays aujourd'hui ne sont pas constitués comme des nations. Il faut donc les amener à la démocratie. Je parle c'est tout. Je peux faire des mots en disant "on va leur amener les Droits de l'Homme", etc. C'est de l'incantation. Je suis habitué, au Parlement, on ne fait que cela. Rires

M. le Consul de Turquie.- Merci beaucoup. En tant que Consul général de Turquie, je suis présent. Je ne peux pas m'exprimer en tant que Directeur d'un laboratoire de recherches scientifiques et politiques et cartographique ou en tant que député européen élu, qui est dans un parlement et qui représente son propre partie. J'aimerais quand même dire quelques mots.

D'abord, il y a actuellement en Turquie, et c'est très répandu, concernant l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, c'est une petite histoire, juste après l'adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie. Ils disent que les Européens ont dit aux trois présidents de ces trois pays : "vous savez les acquis communautaires, les transactions, les négociations sont très longues. On va donc vous poser une seule question, et si vous êtes capables d'y répondre, vous serez au sein de ce fameux projet de l'Union européenne.

Attention, je fais une petite parenthèse. C'est un projet d'Union européenne, ce n'est pas le continent européen. La Turquie est sur le continent européen. L'Union européenne est autre.

Forum Citoyen Marseille 2007 - L'Europe est-elle assez proche de la Méditerranée ? - 22 novembre 2007

La première question était donc destinée au président, fictif bien entendu, de la Roumanie/ "Monsieur le Président, vous savez c'était la fin de la deuxième guerre, grâce aux américains qui ont lancé deux bombes atomiques sur deux villes japonaises. Si vous êtes capable de nous dire quel est le nom de ces deux villes, vous êtes admis." Il réfléchit quelques minutes, un quart d'heure. Bien entendu, quelqu'un a déjà glissé la réponse : Nagasaki et Hiroshima.

Deuxième question, à l'autre président : "Quelle est la date de ce bombardement atomique sur les villes chinoises qui a mis fin à cette deuxième guerre mondiale ?" Le président répond tout de suite. Vous êtes donc admis.

S'agissant de notre pauvre président, histoire très répandue en Turquie. Il dit "Monsieur le président, prenez le crayon et le papier, écrivez, s'il vous plaît, tous les noms des ressortissants japonais qui ont trouvé la mort lors de ce bombardement dans ces deux villes." (Applaudissements)

Vous avez raison de dire, Monsieur Bennahmias, on demande beaucoup de conditions, et cela vient même de la première guerre mondiale.

Deuxièmement, la Turquie est déjà à l'Union européenne. C'est aussi très répandu partout. Pourquoi ? Nous avons 3,5 millions de turcs, ressortissants turcs dans plusieurs pays. Plus, après l'adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie, cela fait encore 1,5 millions de turcs, soit 5 millions. Je me pose donc la question.

Sur cette carte, vous avez indiqué la Turquie comme un pays musulman. D'accord mais la Turquie est un pays laïc. On l'oublie souvent. Sur le continent, il a trois pays laïcs dans leur constitution : la France, le Portugal et la Turquie. Cette laïcité nous est très chère. Ce sont des populations de confession musulmane, juive, chrétienne, grégorienne. C'est notre richesse.

Après une petite remarque : sur la cartographie, on a montré la Turquie en très petit par rapport à la France. La Turquie, c'est 800 000 Km², avec 65 millions d'habitants, 5 000 à l'étranger et quelque 20,5 millions à Istanbul et aussi grec et Bulgarie.

J'ai tenu à apporter ma propre contribution. J'ai un tas de choses à dire mais je ne suis pas chercheur ni parlementaire. Je vous remercie beaucoup. (Applaudissements)

Jean-Christophe VICTOR.- Sur la Turquie, qui est plus petite que la France sur ma carte, ce n'est pas parce que je suis Français. C'est sans doute une erreur de projection. Je crois que l'écran, qu'il y avait une compression est-ouest, il n'y avait pas d'esprit malin derrière cela.

Deuxièmement, merci pour votre contribution. Vous êtes consul, c'est plus important que d'être chercheur en relations internationales ou député ; cela favorise le dialogue de la même façon. Dans le laboratoire de recherche dont je m'occupe, nous venons de sortir il y a 15 jours, un atlas, "L'atlas du monde qui change", dans lequel nous

avons un grand chapitre sur la Turquie. Nous avons construit ce chapitre de façon, si je peux me permettre, très honnête. Il y a un vrai débat sur l'entrée ou non de la Turquie dans l'Union européenne. D'habitude, les Français ne débattent pas beaucoup pour l'avenir de l'Union européenne. Il y en a eu un pour la constitution et un aussi sur l'entrée de la Turquie. Sur cette entrée de la Turquie, je vais vous faire une confidence : je n'arrête pas de changer d'avis. On a donc construit ce chapitre de dix pages en prenant cinq paramètres : la géographie, oui ou non dans l'Europe, l'Histoire ottomane, les questions stratégiques où la Turquie joue un rôle essentiel, les questions religieuses, Etat laïc, les questions économiques et les questions de choc des civilisations. C'est-à-dire la passerelle etc.. En prenant chacun de ces paramètres, bien entendu que la Turquie doit entrer pour des raisons géographiques, historiques, stratégiques, économiques, religieuses. Les 4 pages suivantes, avec les mêmes paramètres, on a démontré exactement le contraire. Ensuite, à chacun de se faire son opinion.

Je ne vais pas développer. Géographiquement, oui elle est dans l'union, mais 72 % du territoire est du côté de l'Eurasie. En histoire, on pourrait parler du siège de Vienne en 1682. Sur le plan commercial, etc. On a essayé de balancer des choses. Oui, bien sûr, il faut qu'elle entre ; non pas du tout, voici les arguments pour qu'elle n'entre pas.

A partir de là, chacun se fait son opinion et c'était très intéressant comme exercice à écrire. C'était le plus honnête possible.

Jean-Luc BENNAHMIA.- Je suis d'accord mais cela ne se passe pas ainsi. Le consul le sait très bien. Ce n'est pas moi ni vous qui avons inventé qu'Eisenhower et de Gaulle décident, dans les années 60, de dire à la Turquie : vous allez entrer un jour ou l'autre dans l'Union européenne. L'histoire est lourde. Moi aussi, je change d'avis régulièrement. Je vois les évolutions en Turquie, je vois les reculs. Quand je parlais du Maroc, la Turquie est en avance par rapport à la démocratisation générale de la société. Il n'y a pas photo. Les avancées, Monsieur le Consul, sont des avancées totalement réelles sur l'ensemble des populations. On le sait bien. Il suffit d'aller en Turquie, du moins à Istanbul ou Ankara pour s'en apercevoir. Je ne suis pas allé au fin fond de la Turquie. Laisse tomber ! Je parle à mon attaché parlementaire qui tente de me donner des conseils en vain.

Même si dans la Constitution française, il est marqué que pour l'entrée de la Turquie il y aura un référendum. Notre ancien président de la République pensait que la constitution allait passer. Complexité totale, on est dans une histoire réellement de fous. Les histoires turques racontées par M. le consul pourraient continuer à se raconter. Pourquoi, un référendum pour la Turquie et pas pour les autres pays ? C'est étonnant et cela peut pousser les extrémistes de tous bords, notamment en Turquie, à envenimer la situation.

La Roumanie et la Bulgarie sont entrées dernièrement sans aucun problème. La Croatie bien sûr !

Sérieusement, je crois que le processus tel qu'il est engagé pour l'Union européenne ne s'arrêtera pas. Il faut sortir de la logique franco-européenne ou franco-française. Nous avons un mal fou. Les Français défendent certaines choses, qui peuvent vous choquer, Monsieur le consul, je l'entends, sur le génocide arménien. Cela peut choquer en Turquie. Quand on fait voter cela au Parlement européen, la plupart des Européens ne votent pas comme nous, ni comme un certain nombre de députés français, qu'ils soient députés UMP, MPF, MoDem, Verts, PS, etc. Nous ne sommes pas suivis. Le processus d'entrée continue. Il est long. Je pense qu'il est même, pour les peuples vivant en Turquie, beaucoup trop lent par rapport au vote. Après, si cela ne se passe pas, pour des raisons X ou Y, il y aura des efforts diplomatiques très importants à faire pour faire que ce ne soit pas un refus pour des raisons idéologiques, des raisons religieuses. Il faudra un processus d'un commun accord entre ceux qui dirigeront la Turquie dans les époques qui vont venir et ceux qui dirigeront l'Union européenne dans l'avenir pour arriver à un consensus par avance. Sinon, il n'y a aucune raison que le processus n'aille pas à son terme.

Jusqu'à aujourd'hui, si j'écoute bien le nouveau Président de Turquie, que je connais par ailleurs, parce qu'il nous avait reçus très agréablement en Turquie, le groupe politique dans lequel je suis membre au Parlement européen, il y a 3 ans, le processus continue. Et la volonté des gouvernements turcs et de la présidence turque est d'aller au bout du processus. Il faut l'entendre. Nous ne sommes pas dans une situation franco-française dans ce genre d'affaire, comme celles dont nous venons de discuter sur le Sud de la Méditerranée. Il faut sortir de tout cela. C'est compliqué. Nos gouvernements, quels qu'ils soient nous l'ont très mal expliqué au niveau psychologique et pédagogique, c'est le moins que l'on puisse dire. Toutes ces méthodes mises en place ont été validées, processus par processus, par les conseils européens, dans lesquels j'aurais aimé entendre plus ce que disaient nos représentants, qu'ils soient de droite ou de gauche, Mitterrand, Chirac, Sarkozy et les différents Premiers Ministres. Cela aurait été plus transparent. On aurait pu mieux comprendre les processus.

Patrick LOUIS.- Tu as malheureusement raison, le mécanisme européen marche comme un bulldozer fou. Une fois lancé, on ne peut pas l'arrêter. Parfois, il peut écraser beaucoup de choses. Sur ce processus, on veut aller trop vite. Quand on parle des peuples, des nations, bien sûr que les choses doivent bouger. Il faut aller au pas des hommes. On a l'impression que les hommes veulent aller au pas de leur mandat. On veut souder des peuples par volontarisme politique comme si on ne voulait laisser son nom sur cette affaire. Cela ne peut se faire que par des choses comme Erasmus. "Mon enfant a épousé une allemande, une anglaise, etc." C'est

ainsi. Peut-être que dans deux siècles, ce sera différent. On ne va pas chercher des oeufs dans le cul des poules ! (Rires)

On va trop vite dans l'élargissement car la machine en elle-même sait faire une chose, elle sait agrandir. Si elle ne le sait pas, elle doit se poser des questions existentielles auxquelles elle ne sait pas répondre.

Monsieur, j'estime la Turquie. Je crois aux nations et Mustapha Kemal a fait beaucoup de bien, effectivement, à la Turquie. Vous dites que c'est un Etat laïc. Vous savez très bien que, sur le problème des minorités, entre autre des minorités religieuses, dans la constitution de Kemal, vous reconnaissez trois minorités religieuses, et celles qui ne sont pas dedans aujourd'hui n'ont pas de droit, en tout cas sur la propriété des biens immobiliers. Il y a également, dans l'article 301 de votre code pénal, il y a des choses, mais je n'ai pas à juger, c'est ce qui passe dans votre pays, qui font qu'on ne peut pas dire que c'est vraiment un pays laïc. Il y a l'autorité du pouvoir politique, et le peuple. Il est normal qu'un peuple qui a dirigé l'Empire ottoman pendant 5 siècles ait naturellement envie de revenir à ce qui fut sa grandeur et sa gloire.

Intervention dans le public.- Je fais partie du Mouvement européen. J'ai deux questions. Je voudrais revenir sur l'Union de la Méditerranée. Excusez-moi de revenir un peu en arrière.

Jean-Christophe VICTOR.- C'est le thème de ce soir.

Suite de l'intervention.- On parle souvent de ce projet en examinant le contexte des pays de la rive Sud et en développant fort peu le contexte des pays de la rive nord. Notamment les fameux huit pays évoqués pour faire partie de cette Union de la Méditerranée, quel est leur point de vue au fond ? Quelle position ont pris les gouvernements de ces pays ? Ce n'est pas très clair. Je suis d'accord avec le monsieur qui dit : faut-il d'ailleurs se limiter à ces pays ? Dans l'Union européenne, de nombreux pays accueillent des ressortissants de la rive Sud, effectivement, l'Allemagne me paraît concernée au premier chef.

A ce sujet, la réponse de Mme Vlasto ne m'a pas satisfaite. L'inscription de ce projet dans l'Union européenne ne me paraît pas claire du tout. Est-ce véritablement un appendice du dispositif de Barcelone ? Est-ce que cela va être à côté de ce dispositif ? On n'en sait rien. Si ce dispositif se met en place, ne va-t-il pas aboutir à une fracture au sein de l'Union européenne avec des pays de la rive Nord de la Méditerranée, autrement du Sud de l'Union européenne, tournés vers la rive Sud de la Méditerranéenne et les pays du Nord ? On sait qu'il y a déjà des clivages, notamment quant à la conception même de la Constitution européenne entre les pays du Nord et du Sud. Ce projet ne va il pas aggraver les clivages ?

Patrick LOUIS.- Il existe un Conseil des états de la Baltique. Ils défendent l'intérêt des états de la Baltique. Ils ont bien raison.

Jean-Luc BENNAHMIA.- Je voudrais excuser Mme Vlasto. Madame Vlasto ne pouvait pas répondre à la place de Sarkozy. Je vous le dis et je vous l'affirme. Monsieur Sarkozy, le Président de la République, vous le savez bien, va un peu vite en besogne parfois. Il projette l'Union méditerranéenne. Si c'était discuté, on le saurait, notamment le ministre des Affaires étrangères. Vous pouvez interviewer Bernard Kouchner, je pense qu'il n'en sait absolument rien. Je ne peux pas vous répondre, et Mme Vlasto a fait ce qu'elle devait faire en tant que représentante de l'UMP. Elle ne va pas vous dire qu'elle n'en sait rien, mais elle n'en sait rien ! (Rires)

Comme on est des gens positifs, à la tribune, on essaie de dire, essayons d'avoir les mêmes perspectives que celles du Président de la République. Se dire que c'est utile. Oui, ça l'est. Derrière tout cela, les réponses des différents chefs de gouvernement des autres pays, c'était plutôt : "monsieur le président de la république française, il faudra au prochain conseil européen nous expliquer ce que vous avez comme derrière comme concept." Cela se travaillera dans ce cadre avec les huit pays, mais aussi avec les pays qui sont directement concernés, qui se sentiront directement concernés comme les Pays-Bas avec les populations marocaines ou comme les allemands avec les populations allemandes et turques mélangées. C'est une totale évidence.

Jean-Christophe VICTOR.- Pour compléter la réponse, pour tenter d'être le plus précis possible, dans la revue intitulée "Objectif méditerranée, n° 87, septembre 2007, voici les éléments concrets : quels sont les pays concernés ? Ce sont les pays du Nord, les pays de l'Union européenne, riverains géographiquement de la Méditerranée et les 10 pays du Sud, qui sont déjà dans le processus de Barcelone, ouverts éventuellement à d'autres.

Imaginez construire et fabriquer une coopération intergouvernementale autour de projets concrets. D'abord un socle constitutionnel matérialisé d'un un groupe Med, le G Med, et d'un conseil de la Méditerranée calqué sur le modèle du Conseil de l'Europe où chaque pays pèserait d'un même poids.

Deuxièmement, définition d'un calendrier des thèmes prioritaires sur les projets, c'est-à-dire environnement, sauvegarde de la Méditerranée avant d'aborder ce qui fait mal, les facteurs de division. Essayer de trouver des facteurs de construction commune avant d'aborder les facteurs de division. On l'a évoqué.

Immigration, immigration clandestine, lutte contre le terrorisme. Tels sont les éléments concrets avec des propositions sur une banque euro-méditerranéenne, un Erasmus euro arabe ou euro-méditerranéen. Ce sont les éléments concrets pour aller à peine plus loin de ce que l'on répondait. Cependant, soyez attentifs dans les

mois à venir, puisque la France aura la présidence de l'Union européenne le 30 juin prochain. Cela fait partie des dossiers qui seront probablement avancés.

Intervention dans le public.- Je m'occupe de la coordination de la Semaine économique de la Méditerranée qui se déroule aujourd'hui à Marseille. Aujourd'hui, on a eu Alain Leroy; le nouvel ambassadeur de France auprès de l'Union de la Méditerranée. Il s'est exprimé sur ce projet. Il nous a dit à peu près ce que vous nous avez dit avec une approche pragmatique. On laisse de côté les sujets qui fâchent. On va parler du secteur de l'eau, de l'énergie, de l'environnement, de la santé.

Renault Muselier nous a parlé du rapport qu'il va rendre le 5 décembre au Parlement français. Cela part un peu sur les mêmes principes, beaucoup plus pragmatiques qu'une union politique. Depuis le début de la semaine, des milliers de gens des deux rives se sont rencontrés, soit sur des approches sectorielles soit sur des approches transversales. On a eu une approche plus terre-à-terre de cette union euro-méditerranéenne. On a parlé de formation, de transfert de savoir-faire, de transports, d'innovations, On a mis en rapport des entreprises des 2 côtés de la Méditerranée pour savoir comment travailler ensemble, comment développer des réseaux d'experts-comptables, d'avocats. C'est quelque chose que l'on avait décidé de faire à Marseille dans la région PACA. Je me rends compte que l'on a beaucoup de gens de la rive Sud qui sont venus. Ils entendent bien ce discours auquel ils adhèrent. On a laissé de côté ce discours sur l'émigration. On a parlé des échanges entre étudiants. Comment développer les clusters, les réseaux d'innovation. On a vraiment des choses en commun à faire. Commençons petits, comme la communauté de l'acier, il y a longtemps, avant de parler d'union politique et de démocratie universelle. (Applaudissements)

Patrick LOUIS.- Je vous félicite pour cette démarche, car c'est ainsi que l'on peut faire se rapprocher les peuples et les nations et garder chacun soi-même... Néanmoins ne dites pas que c'est de la politique. Faire une politique qui parte du bas pour aller vers le haut, c'est un choix politique qui se pose à celui qui part du haut pour aller vers le bas. Ce n'est pas de la politique.

Suite de l'intervention.- C'est choisi. Hélas, ce que l'on a entendu d'Alain Leroy et de Renaud Muselier se rejoignait sur cette approche plus pragmatique que tous les longs discours lus dans la presse.

Jean-Luc BENNAHMIA.- Ce qui est fait cette semaine et dans les relations entre Marseille ou la France et la Méditerranée est excellent. Sauf qu'on était sur un autre objet, c'est l'Union méditerranéenne et l'Union européenne. Dans ce cadre, ce que nous avons à faire, dans notre pays, Etat-nation français, Marseille, Toulon, Nice, espace méditerranéen est indispensable. Je vais jusqu'à Gênes et Barcelone. Il n'empêche, et vous le savez bien, et même mieux que moi, que ces processus n'auront de réelle existence à un niveau important que si l'ensemble des cadres, des

caractéristiques financières, économiques, bancaires de l'union sont dans le cadre européen. Bien sûr, l'espace européen, et on le sait dans cette ville, quel est l'espace de développement que nous pouvons avoir, de développement culturel, social, économique, avec l'emploi, on sait que c'est de ce côté. Vous l'avez dit avec l'espace Rhône avec le fluvial. Tout cela est excellent.

Il n'empêche que le cadre politique, économique et financier que nous avons en face est également indispensable. Si on peut faire, et je me répète, excusez moi, mais aujourd'hui facilement toutes ces expériences avec le Maroc, le Maroc est fortement présent, c'est plus délicat avec d'autres pays de l'autre rive méditerranéenne pour des raisons historiques, financières, économiques et institutionnelles. C'est valable pour les politiques environnementales. Comment mener ces politiques qui sont des politiques qui créent de l'emploi, de la finance, de l'économie et l'écologie ? Comment faire, quand il n'y a pas perception dans ces pays en face de ce cadre-là ? On sait qu'au Maroc, aujourd'hui, ce cadre existe. Il y a réflexion par rapport à cela. (Applaudissements)

Je finis, ce qui est fait, sur place, à Marseille, cette semaine, la base même de ce qui devrait se faire partout est cela pour arriver que tout cela se construise, et par le bas et par le haut.

Intervention dans le public.- Juste très court, je suis ravie de ce que j'ai entendu ce soir. Je suis ravie qu'avec des petit pas, certaines choses avancent, comme ce fut le cas pendant très longtemps d'ailleurs en Europe. Cependant, quand j'entends Monsieur dire que l'Europe, c'est un bulldozer, et qu'il va trop vite. Ecoutez Monsieur, j'avais 17 ans, en Allemagne quand la France a refusé la première structure politique européenne qui était la Communauté de Défense européenne. J'ai 72 ans maintenant, et je dois vous dire, qu'il y en a assez ! Si vous croyez que cela a été trop vite. J'ai souffert toute ma vie de toutes ces avances politiques, ces ententes qui ne sont pas faites. Pendant le moment du référendum, j'ai souffert d'entendre reprocher à l'Europe un tas de choses qui n'était pas parce que justement on n'avait pas ces structures politiques. A force de freiner, on a freiné le progrès...

Patrick LOUIS.- C'est quoi le progrès ?

Suite de l'intervention.- Il y a des choses qui ne peuvent avancer que si ... Regardez ce qui s'est passé au Kosovo. Cela n'aurait pas existé si l'Europe avait eu une voix commune européenne. (Applaudissements)

Jean-Christophe VICTOR.- Merci Madame.

Patrick LOUIS.- La question de la Yougoslavie, de la Tchécoslovaquie, ce sont des empires qui ont éclaté parce qu'ils n'ont pas respecté des nations. Vous avez raison : il faut être dans l'amitié entre les peuples mais on n'est pas obligé d'être dans l'uniformité.

La question de la CED, vous êtes pour une armée européenne. Personnellement, je suis content que la France ne soit pas allée en Irak. S'il y avait eu la majorité, on y serait tous allés. (*Protestations de la salle*)

C'est ainsi. Sur les plages du débarquement, il y avait des armées de différents pays. Ils étaient ensemble. Ce n'est pas parce qu'il on a une autorité commune qu'on a forcément une plus grande efficacité.

Intervention dans le public.- Je suis enseignant-chercheur en géographie. En fin de débat, on commence à partir sur d'autres choses, plus polémiques, plus politiques. Ma question permettra peut-être de cibler les choses sur le thème qui nous intéressait ce soir, l'Union méditerranéenne. Il va de soi que l'Union méditerranéenne est une belle idée, très généreuse. C'est peut-être une méthode prônée par Renaud Muselier et les autres que d'avancer de manière pragmatique. En attendant, il y avait quelque chose de très intéressant, et qui montrait les pierres d'achoppement. Ces dernières sont énormes. Une a déjà été mentionnée et ce sera l'objet de ma question précise : les politiques migratoires. L'idée est généreuse mais la réalité beaucoup moins. La réalité que nous voyons, nous citoyens européens, sur les 2 rives de la Méditerranée, c'est la réalité des camps que ceux de Ceuta et de Melilla, c'est la réalité de ce qu'a été Sangatte en France, c'est la réalité des fameuses zones de transit de Roissy. C'est la réalité de la carte de M. Victor sur les camps d'enfermement. L'expression est quand même assez forte et nous interpelle. Par rapport à cela, certes, je trouve gênant, voire un peu déplacé, décalé, de parler d'Union euro-méditerranéenne, sachant que l'Europe n'est pas au clair sur les politiques migratoires. J'en viens à ma question.

Malheureusement, Mme Vlasto est partie. Dans ce contexte, que pensez vous, les uns et les autres, de la politique d'immigration choisie ? Pensez-vous que ce soit une solution ?

Patrick LOUIS.- L'Union européenne est pour plus d'immigration. C'était le débat d'un mois et demi. Pour ma part, je ne pense pas que ce soit une chance pour l'Europe ni pour la France. je suis contre l'immigration choisie, pour une raison simple. D'abord, 5 millions de Français doivent trouver du travail et ne le trouvent pas. La question est plus d'adapter ce volume d'emploi aux travaux non pris. De surcroît, par rapport aux pays d'émission, il n'est pas normal d'avoir plus de docteurs du Bénin à Paris qu'il n'y en ait dans le Bénin. Quelque part, ce sont les pays pauvres qui forment leurs individus. Si on fait venir des gens qui savent faire uniquement ce que savent faire des machines, ce qui est machinal, les gens ne vont pas s'intégrer dans le pays.

On va faire venir les cadres dont l'éducation a été payée par les pays pauvres. On va voler des cerveaux d'une certaine manière. Cela me semble totalement injuste. Il faut inverser les flux. Envoyer nos universitaires dans ces pays. Il faut travailler et

coopérer. C'est une fausse bonne idée. J'enseigne aux USA de temps en temps, et je vois plein d'Indiens avec des turbans. On les voit à la sortie des universités ... L'Inde maintenant fait payer. Quand quelqu'un perd, il doit rembourser ses frais d'études. Quand quelqu'un sort d'un pays, on vole ce pays. Il faut déjà faire à partir de notre démographie. Il faut que l'Europe retrouve sa propre démographie. Il faut aider les familles qui veulent des enfants de les avoir, ceux qui ne le veulent pas, pas de problème. Il faut quand même aider les familles qui veulent trois ou quatre enfants.

Jean-Luc BENNAHMIA.- Nous vivons par rapport à la politique, et les politiques pour les questions d'immigration, dans une utopie et un irréalisme le plus total. L'immigration choisie est totalement irrationnelle ! Quand des peuples et des populations ressentent le besoin de venir, je ne parle que de migrations économiques, pour travailler au périple de leur vie et en mourant jour après jour et semaine après semaine sur nos côtes diverses et variées, sur l'Atlantique et sur la Méditerranée, où voit on l'immigration choisie ?

Ce sont des immigrations imposées par rapport à des situations vitales, économiques. Je parlais avant d'immigration environnementale que nous allons subir dans les années à venir. Si la réponse était simple, je l'aurais également. Arrêtons de mentir à nos populations européennes, de nous mentir nous-mêmes. Il y aura de plus en plus d'immigrations illégales dans nos différents territoires. Reste-t-on les bras croisés ? Non, c'est un vrai sujet. La gestion des flux migratoires est un vrai sujet, ainsi que les oppositions de cultures, les oppositions religieuses aussi, ce sont des sujets à gérer politiquement. On s'y prend souvent trop tard.

Il y a qu'une solution. La situation est de permettre aux différents pays en difficulté de développement de se développer et ne pas être obligés d'avoir une émigration humaine vitale, pour faire vivre un village, telle ou telle tribu dans différents pays africains, voire d'autres plus lointains. L'une des réponses que j'ai, et cela commence enfin à venir, il n'est pas normal, que nous, petits blancs ou grands blancs, nous ayons la liberté de circulation. Quand on ne l'a pas, on hurle et que nous empêchons les populations parce qu'elles sont black, eurasiennes et asiatiques à le faire.

Il faut séparer, comme cela se fait dans beaucoup de pays et certains continents, le droit de circulation et le droit de résidence. Ensuite, je peux vous assurer que pour certaines populations africaines ou maghrébines savoir que l'on n'est pas obligé de payer tel racketteur pour venir et avoir un visa, passer dans des bateaux illégaux, si on sait que l'on peut venir, on regarde si on s'installe, si on réside, si on arrive à s'intégrer, si on arrive à gagner sa vie et si on sait que si on n'y arrive pas, on peut faire un aller et un retour, cela changera largement les processus. Bien sûr, il y a plus de difficultés dans ce processus. Avec les Chinois, c'est un peu plus lointain et plus compliqué.

Forum Citoyen Marseille 2007 - L'Europe est-elle assez proche de la Méditerranée ? - 22 novembre 2007

Patrick Louis l'a rappelé : nous avons voté au Parlement européen, en tout cas moi je l'ai voté, le fait que nous aurons besoin, dans les 10, 15 ou 20 ans, de plus de populations immigrées pour faire tourner nos usines. C'est ainsi. Il va falloir avoir un discours extrêmement réaliste.

Il faut avoir une certaine maîtrise des flux migratoires, la seule solution, c'est d'aller 10 ou 20 fois plus vite sur l'aide au développement. Si c'est pour envoyer de l'argent en investissements et qu'ils se retrouvent immédiatement pas forcément dans les banques suisses, ou reviennent tout de suite dans les pays occidentaux ou dans les gestions de finances industrielles riches, il n'y a pas évidemment de développement. C'est une des difficultés. Quelle ingérence avons-nous dans le cadre des investissements que nous faisons dans les différents pays en voie de développement. C'est d'une complexité totale mais c'est l'unique solution. Dire qu'il peut y avoir une immigration choisie ou une immigration zéro, c'est mentir, mentir et mentir encore.

Patrick LOUIS.- Dire que l'on veut plus d'immigration, à mon avis, c'est une folie ! Moi, j'ai voté contre !

Isabelle COUSTET.- Je vais vous inviter à clôturer car nous avons déjà dépassé notre horaire. Avant que vous ne partiez, je souhaite vous informer que nous vous offrons le verre de l'amitié au Rez-de-chaussée du bâtiment. Vous êtes les bienvenus pour vous désaltérer après ce forum. Je vais demander à M. Victor de conclure ce forum citoyen.

Jean-Christophe VICTOR.- La clôture sera rapide. Merci aux parlementaires d'avoir débattu avec vous, merci d'avoir assisté avec tant d'efficacité. C'était relativement riche, une bonne information sur l'Union de la Méditerranée. Merci. On peut donc continuer le débat en prenant un verre. Merci beaucoup. (Applaudissements)